

Paul Dujardin, Bozar

«Le public ne se limite plus aux gens dans la salle»

LES PHRASES CLÉS

«L'avenir de nos institutions ne peut pas se faire sans un avenir de l'éducation, de la communauté et de la diversité.»

«Il faut élargir l'éligibilité du Tax shelter à la diffusion.»

«La technologie est un outil de démocratisation de la culture.»

INTERVIEW

DIDIER BÉCLARD

Ca bouge du côté du Palais des Beaux-Arts (PBA) de Bruxelles (que l'on appelle Bozar). Fin de cette semaine, le nouveau Box Office sera opérationnel en face du Palais – avec un logiciel de billetterie qui sera partagé avec La Monnaie et l'Orchestre national de Belgique (ONB) –, un nouveau café ouvrira fin août et un nouveau bookshop ouvrira ses portes en octobre grâce à l'investissement de l'éditeur de livres d'art Walthier König Verlag. Plus proche dans le temps, l'institution publie aujourd'hui le livre «BOZAR ID», diptyque dont le premier ouvrage réunit des textes sur le projet BOZAR, en se focalisant sur la période de 2002 à aujourd'hui et au-delà. Le deuxième ouvrage («BOZAR XIII») compile plus de 500 photos, dont celles de Dirk Braeckman, autour de ce qu'a été la vie au Palais ces 13 dernières années. «Un livre à lire à travers les photos», résume son directeur général, Paul Dujardin.

Dans le parcours du PBA, vous accordez beaucoup d'importance au partenariat privé public; vous pensez que c'est le modèle qui va s'imposer désormais?

Oui et non, parce qu'il était le modèle du début du Palais des Beaux-Arts; il a toujours existé. Le bourgmestre de Bruxelles Adolphe Max et la reine Elisabeth de Belgique ont eu l'idée un peu rock'n'roll de convaincre 200 familles de financer par souscription le projet du PBA. Je ne dis pas que c'est un modèle.

Si à l'avenir, toutes les institutions devaient être gérées comme cela, je ne suis pas sûr que cela fonctionnerait. D'autant plus que la fiscalité n'est pas adaptée pour effectuer un transfert global. Par exemple, le Tax shelter est un soutien public, ce sont des impôts que le gouvernement ne percevra pas et un contrôle que les autorités publiques perdent en donnant aux acteurs la liberté de pouvoir être financés par d'autres sources. Il y a un élément culturel propre au pays aussi. Si on regarde les pays autour de la Belgique, Angleterre, Allemagne, France, les systèmes sont totalement différents. L'Angleterre est très loin déjà du financement public. L'argent qu'investissent les Britanniques n'est plus du tout vertical et sur des projets bilatéraux. Les moyens sont horizontaux, multilatéraux et éthiques. Les Britanniques obligent les organisations culturelles à mettre leur projet dans la société. Un orchestre ne sera plus aidé ni par le privé ni par le public s'il n'a pas un travail communautaire. Il y a un engagement de l'orchestre et un engagement individuel de l'artiste responsable.

Une étude réalisée par Echo (European concert hall organisation) montrait justement que plus les subsides publics diminuent, plus les institutions développent des recettes propres.

Je ne suis pas sûr que c'est toujours possible. Des structures comme les nôtres peuvent – et je ne prêche pas pour ma chapelle mais je suis franc et honnête. C'est une question de masse critique, le Palais par son infrastructure est en capacité de le faire. La question est de savoir où est cette zone grise où les pouvoirs publics peuvent arrêter de soutenir les institutions et où les autres intervenants commencent. Pour augmenter ses revenus, le Palais a développé à travers un projet centenaire cette énorme diversité qui est la sienne, avec des partenariats. Moins de subsides font plus de recettes propres, oui, dans certains modèles économiques, à travers certains types d'infrastructures. Nous avons une approche holistique horizontale, intersectorielle, transdisciplinaire et interdisciplinaire. Tous ces éléments sont présents au PBA et ce depuis le début.

Quels sont les objectifs de la fondation que vous avez créée en 2015?

La fondation est un concept de politique durable dans lequel on crée de la confiance, c'est fondamental, entre des personnes, entre l'artiste et nous. Aujourd'hui les gens les plus intéressés par la fondation le sont pour

des raisons fiscales, parce que la déductibilité des dons est très limitée dans notre pays. La politique du Tax shelter pourrait faire évoluer les choses. Un travail formidable a été fait par la création de la Fondation Roi Baudouin, avec au départ de l'argent public. Il y a, si je ne m'abuse, aujourd'hui plus de 600 fondations liées à la FRB par des fondations familiales, patrimoniales ou sociales. Nous pensons complémentarément et pas du tout en concurrence. Il est intéressant de voir en Europe le courage des pouvoirs publics de lâcher le contrôle sur les flux financiers qui aident le monde de l'art, l'enseignement et la recherche scientifique, etc. Soit l'État monopolise, ou, dans l'autre extrême, le système anglo-saxon, on minimise le core business de l'État en maximalisant l'initiative privée. Je pense que la Belgique a un système équilibré. En même temps, cela vaut la peine de stimuler des familles. En Belgique, les sociétés familiales ont une très grande importance. Au travers du mécénat et des fondations, elles peuvent devenir un acteur important pour la recherche, l'enseignement et la culture. La Chapelle musicale Reine Elisabeth est un beau projet entre fondation et société anonyme, entre une structure opérationnelle qui gère de l'immobilier et une fondation qui pourrait aider à long terme des projets scientifiques et éducatifs. L'un et l'autre, nous avons nos spécificités mais l'avenir de nos institutions ne peut pas se faire sans un avenir de l'éducation, de la communauté et de la diversité.

Le nouveau projet de loi étendant le principe du Tax shelter aux arts de la scène inclut la musique et rend éligibles les trois institutions culturelles fédérales.

C'est fondamental. Le Palais est une maison de production et de création comme La Monnaie et l'ONB. On ne peut plus éthiquement faire de la diffusion sans faire de l'exportation. Il faut savoir que 70% du cinéma européen n'est jamais vu. Il est financé mais jamais vu. Le Tax shelter donne l'opportunité de créer mais c'est aussi notre responsabilité de diffuser cette création. Pour encourager le développement, il faut élargir l'éligibilité à la diffusion, ce qui n'est pas prévu dans le texte de loi. On veut stimuler la création mais pour qui? Pour un public, et aujourd'hui le public ne se limite plus aux gens qui sont dans la salle. On pourra vraiment agrandir notre public, comme le Metropolitan, qui montrait de l'opéra au cinéma, avec le streaming. Il y a un projet transversal qui pourrait tout à fait fonctionner avec le

Tax shelter. Le compositeur Ozark Henry compose pour des musiciens de La Monnaie et de l'ONB une œuvre pour un monde d'images de Chantal Akerman, en hommage à la réalisatrice décédée.

Vous travaillez déjà sur le digital?

Avec un nouveau département «art and science», nous sommes en train d'évoluer

vers une ère plus digitale. Le digital sera une révolution. La technologie est un outil de démocratisation de la culture, c'est à nous de voir maintenant comment on l'utilise. Un exemple: Ban Ki-moon est venu il y a quelques mois. Deux mille jeunes ont débattu avec lui. Nous étions connectés avec 85 pays, la salle est devenue mondiale.

On peut dire modestement que nous attirons plus de monde que les grands clubs de foot en Europe, annuellement. Et je ne parle que des gens qui passent physiquement dans le Palais (800 à 900.000 billets vendus par an).

«Annuellement, nous attirons plus de monde que les grands clubs de foot en Europe.»